

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 23/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SODEL

Zone industrielle Nord Est - BP 94184
Rue Barthélemy
14100 Lisieux

Références : 2025-017
Code AIOT : 0005300960

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2024 dans l'établissement SODEL implanté Zone industrielle Nord Est - BP 94184 Rue Barthélemy 14100 Lisieux. L'inspection a été annoncée le 04/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a consisté à assister au contrôle inopiné sur 24 heures réalisé par un agent de prélèvement de LABEO qui a installé son matériel de prélèvement et ses matériels de mesure de caractéristiques des rejets comme le débit, le pH et la température. L'inspection était présente à la pose et à la dépose des matériels ainsi qu'à la constitution des échantillons en vue des analyses des paramètres polluants réglementés au niveau des rejets des eaux résiduelles traitées de l'établissement SODEL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODEL
- Zone industrielle Nord Est - BP 94184 Rue Barthélemy 14100 Lisieux
- Code AIOT : 0005300960
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SODEL exploite à LISIEUX une usine de fabrication de produits d'entretien et détergents à destination des professionnels. L'établissement est classé Seveso Seuil Bas.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
3	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Demande d'action corrective	2 mois
4	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.3.9.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	4 mois
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné a fait apparaître des dépassements ponctuels et limités et un dépassement significatif de la concentration en sulfates. L'inspection demande à l'exploitant de rechercher la ou les causes des dépassements récurrents relevés dans l'application GIDAF et de définir un plan

d'actions permettant de respecter les VLE fixées pour les rejets d'eaux résiduelles traitées fixées à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 15 décembre 2016 sous 3 mois. Compte tenu de l'importance du dépassement en sulfates, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité avec l'article 4.3.9 de son arrêté d'autorisation dans un délai de 6 mois. Enfin, il est demandé à l'exploitant de vérifier sa mesure de débit par un dispositif indépendant de son système de mesure parce que le débit journalier mesuré par LABEO (18,49 m³/j) diffère de celui mesuré par l'exploitant (15 m³/j) en sachant que le débit maximum journalier est fixé à 16 m³/j.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau pour les besoins du site
Prescription contrôlée : [...] L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie [...]
Constats : L'exploitant utilise l'eau du réseau public. Les consommations d'eau sont régulièrement relevées via une application de gestion centralisée des données. L'exploitant établit un bilan mensuel des consommations d'eau. Le débit maximum journalier de 120 m ³ /j est tenu avec une consommation hebdomadaire oscillant entre 200 et 350 m ³ au maximum. Lors de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection du fait qu'il dispose dorénavant de deux compteurs d'eau. En effet, il a été ajouté un compteur à la ligne d'alimentation de la réserve d'eau du système de sprinklage qui est raccordée au réseau public. Interrogé sur les contrôles métrologiques faits sur les compteurs, l'exploitant a répondu qu'il ne disposait pas d'information à ce sujet. Cette information est sans doute détenue par la collectivité sud Pays d'Auge, si elle existe.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher du gestionnaire du réseau d'eau public pour s'assurer de la qualité métrologique des compteurs en place sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel
Prescription contrôlée :

<p>Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations disposent de la place disponible pour procéder à des prélèvements des rejets de SODEL et au contrôle du pH, de la température et du débit.</p> <p>L'exploitant a modifié ses installations de traitement et installé un dispositif de prélèvement et de suivi des rejets ainsi qu'un canal de mesure avec capteur ultrason et mesure de pH.</p> <p>Le canal de mesure est situé dans un fossé bétonné en dessous du niveau du sol et il est surmonté de plaques métalliques amovibles.</p> <p>L'agent de prélèvement a installé ses matériels de mesure et de prélèvement sans trop de difficulté, même si l'accès au canal de mesure et l'installation du matériel de mesure du débit n'est pas facilité par la configuration des installations (fossé en déclivité).</p> <p>Le point de prélèvement est situé là où est faite l'autosurveillance de l'exploitant.</p> <p>Le laboratoire a défini les paramètres de prélèvement en fonction du débit prévisionnel de rejet (ordre de grandeur de 0,7 m³/h) avec l'exploitant.</p> <p>Lors de l'installation du matériel, il n'y avait pas de rejet en raison d'un pH des effluents en cours de traitement trop haut.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle inopiné

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dépose matériel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le matériel installé et/ou utilisé par le laboratoire inopiné est resté intact et n'a pas été déplacé. Le volume prélevé était suffisant pour permettre les analyses par le laboratoire en charge du contrôle inopiné et le laboratoire de l'exploitant.</p> <p>En revanche, le débit de rejet estimé, puis mesuré par l'exploitant est de 15 m³/j alors que celui mesuré par le laboratoire est de 18 m³/j, ce qui excède la valeur maximale de rejet fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 décembre 2016. L'exploitant a contesté ce résultat et fait intervenir le constructeur BAMO pour vérifier l'ensemble des équipements de contrôle. Le rapport de vérification en date du 25 septembre 2024 a été transmis à l'inspection. Il ne fait pas apparaître de problème de mesurage du débit.</p> <p>L'exploitant suit les modalités de constitution des échantillons établies par le laboratoire EUROFINS qui fournit également les échantillons ainsi que les moyens nécessaires à leur bonne conservation lors de leur expédition aux laboratoires Eurofins pour réaliser les analyses.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de vérifier sa mesure de débit par un dispositif indépendant de son système de mesure pour en apprécier la précision sous deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux définies à l'article 4.3.9.1 relatif aux rejets dans le milieu naturel.
Constats : Les résultats du contrôle inopiné font apparaître des non conformités concernant le débit et la concentration en sulfates et le flux journalier en chlorures autorisés au rejet : - le débit est mesuré à 18,49 m ³ /j pour une valeur maximale autorisée de 16 m ³ /j, - la concentration en sulfates est mesurée à 1120 mg/l pour une valeur limite de 400 mg/l, - le flux journalier en chlorures est mesuré à 17,94 kg/j pour une valeur maximale à 16 kg/j. Des dépassements de valeurs limites de rejet sont régulièrement mentionnés dans GIDAF. L'inspection demande à l'exploitant de rechercher la cause de ces dépassements récurrents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de rechercher les causes des dépassements relatifs aux valeurs limites de polluants fixées dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter qui ont été constatés lors de ce contrôle inopiné. Compte tenu de l'importance du dépassement en sulfates, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité avec l'article 4.3.9 de son arrêté d'autorisation dans un délai de 6 mois. Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de rechercher la ou les causes de ces dépassements récurrents et de définir un plan d'actions permettant de respecter les VLE fixées pour les rejets d'eaux résiduaires traitées fixées à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 15 décembre 2016 sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
--

Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les dépassements constatés dans le cadre de l'autosurveillance de l'exploitant ne font pas l'objet de commentaires sur leurs causes ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. L'exploitant a toutefois des projets d'amélioration de la qualité de ses rejets présentés à l'inspection des installations classées dans le cadre de son développement. Ces projets sont en phase de déploiement plus ou moins avancée. Ils devraient conduire à limiter la charge organique des rejets résultant des rinçages des lignes entre chaque production et à solutionner la problématique liée aux rejets du traitement de l'eau (modification du dispositif de traitement de l'eau).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'actualiser son plan d'actions visant à traiter les non conformités de ses rejets et à la transmettre à l'inspection en veillant à fixer un échéancier justifié pour l'ensemble des actions en cours ou à venir sous un mois. De plus, l'exploitant doit compléter le renseignement de l'application GIDAF en commentant les résultats non conformes c'est-à-dire en mentionnant leurs causes et les mesures correctives prises ou prévues pour rendre les rejets conformes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le programme de surveillance des rejets est respecté en termes de fréquence et de paramètres polluants à contrôler.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant renseigne l'application GIDAF avec un décalage de 2 mois, mais il rencontre des difficultés à importer dans l'application le fichier Excel renseigné par Eurofins. Il pallie à ce problème d'import en ressaisissant toutes les lignes des résultats des analyses hebdomadaires et mensuelles pratiquées. L'exploitant a été invité à se rapprocher de l'assistance de GIDAF pour rechercher l'origine du problème. Il semble que ce soit lié à une évolution du logiciel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant suit les préconisations du laboratoire Eurofins pour le flaconnage selon les paramètres polluants à analyser et emploie les flacons et matériels d'expédition et de conservation mis à sa disposition par Eurofins. Eurofins est un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement et accrédité COFRAC pour les paramètres à analyser considérés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée :

[...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.

Constats :

L'auto-surveillance de l'exploitant est confiée à Eurofins pour ce qui concerne les analyses. L'exploitant utilise les contenants transmis par Eurofins pour constituer les échantillons à analyser et les expédier.

Les analyses sont pratiquées selon les normes en vigueur.

Néanmoins, il importe que l'opération de prélèvement soit réalisée par un laboratoire accrédité, au moins un fois tous les 2 ans, afin de constituer le contrôle de recalage tel que requis par la réglementation. Le contrôle inopiné eau organisé permet de répondre à cette exigence à partir du moment où les analyses sont réalisées par le laboratoire Eurofins sur la base de l'échantillon prélevé par le laboratoire en charge du contrôle inopiné, nécessairement agréé pour le prélèvement.

Type de suites proposées : Sans suite